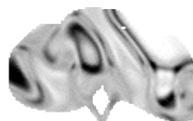


Bruno Astarian

La Période Actuelle



La Petite Bibliothèque de la Matérielle



Marseille
Février 2006

LA PERIODE ACTUELLE
4° CYCLE
LIMITE DE L'EXCLUSIVITE DE LA PLUS-VALUE RELATIVE ET DECLIN FINAL

SOMMAIRE

1) RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE.....	3
a) Les symptômes du déséquilibre de la période actuelle	3
b) Mondialisation et péréquation duale	4
c) Essoufflement des contre-tendances.....	7
Le niveau du taux de profit.....	8
Le niveau du taux de la plus-value	11
Conclusion.....	13
2) CRISES DE LA PERIODE ACTUELLE	14
Le cas de l'Iran.....	16
Conclusion.....	19

LA PERIODE ACTUELLE

4° CYCLE

LIMITE DE L'EXCLUSIVITE DE LA PLUS-VALUE RELATIVE ET DECLIN FINAL

1) RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE

Depuis le début des années 70, on assiste à un ralentissement durable de l'accumulation. Ce n'est pas la première fois, dans l'histoire du MPC, qu'on observe un tel infléchissement long dans l'accumulation du capital. La période actuelle constitue la quatrième phase de déclin prolongé, après celles de 1817-1845, de 1875-1890 et de 1920-1939. Cependant, le processus d'adaptation du capital à l'approfondissement de sa contradiction va suivre des voies particulières, propres aux caractéristiques spécifiques de l'extraction de la plus-value relative et de l'accumulation intensive. Résumons d'abord les symptômes de ce ralentissement global du mouvement du capital.

a) Les symptômes du déséquilibre de la période actuelle

Les années 70 et le début des années 80 ont été marqués par une forte poussée inflationniste, indiquant une baisse de rentabilité du capital. Cette inflation n'a été jugulée qu'en apparence (et encore pas partout), dans la mesure où la dérive des prix a cédé la place à une croissance plus rapide de l'endettement, qui se rattache à la même faiblesse de la rentabilité du capital. Au niveau du cycle mondial - et pour en rester aux manifestations monétaires, l'élément décisif du changement de période a été le décrochement du dollar par rapport à l'or (1971).

La montée inexorable du chômage est un autre symptôme de la baisse de la rentabilité du capital, dans la mesure où elle indique un ralentissement dans la multiplication des capitaux individuels. La hausse de la productivité, qui soutenait l'accumulation dans la période précédente, ne permet plus à présent d'accumuler le capital à un rythme suffisant. A présent, le ralentissement de la hausse de la productivité se traduit par un ralentissement de la formation de capital, et donc par un développement structurel du chômage. Certes, d'un strict point de vue capitaliste, il n'y a aucune obligation au plein emploi. Si le capital se développait "en équilibre" tout en accumulant et en reproduisant les chômeurs, cela ne serait en rien gênant d'un point de vue capitaliste. Cependant, c'est justement cet équilibre qui fait défaut. Le chômage, son coût, les problèmes sociaux qu'il engendre montrent que l'équilibre du capital ne saurait se définir de façon comptable. Le capital est un rapport social, et c'est en dernière analyse dans sa capacité socialisatrice qu'il peut faire, ou non, la preuve de son équilibre. Ainsi, un groupe formé de chefs d'entreprises, d'universitaires et de syndicalistes a soumis un rapport au sommet de Florence des chefs d'Etat européens. Le message est que le chômage risque de favoriser le protectionnisme et les conflits sociaux, et qu'il faut donc y remédier. Les solutions préconisées sont typiques de l'impasse où se trouve la gestion capitaliste actuellement: flexibilité accrue du travail, baisse de son coût et interprétation plus souple des critères de Maastricht. Autrement dit, l'équilibre social par l'attaque de la valeur de la force de travail et l'inflation permettraient de sauver le libre-échange... qui favorise le chômage et les "risques sociaux".

Au niveau du cycle mondial, un autre élément caractéristique de la période actuelle est l'échec définitif de l'économie du développement. Aussi bien le nationalisme économique des ex-colonies et des pays de l'Est que l'activité des institutions internationales d'aide au développement ont été incapables de développer des pôles nouveaux d'accumulation qui puissent servir de marché pour le capital. Les eldorados capitalistes successifs qu'ont été le Mexique, le Brésil, certains pays d'Afrique se sont rapidement effondrés sous le poids de leur endettement et de termes de l'échange systématiquement défavorables. La région de l'Asie du Sud-Est mériterait de ce point de vue une étude particulière, pour déterminer dans quelle mesure l'accumulation du capital y est plus équilibrée, d'une part, et d'autre part pour savoir dans quelle mesure ce développement - tant qu'il dure - ne résulte pas simplement d'un processus de délocalisation à partir d'autres zones.

Tels sont donc les éléments qui illustrent et résument le caractère déséquilibré de l'accumulation du capital dans la période actuelle. Il y a déséquilibre, non seulement au sens social que nous avons évoqué plus haut, mais aussi au sens où la production effective de plus-value est systématiquement insuffisante pour justifier les anticipations que le système du crédit fait sur cette production: la dette s'accumule de façon inexorable, et rien ne permet de penser que les créanciers recouvreront un jour la totalité de la valeur qu'ils ont avancée. De ce point de vue, ce ne serait que quand l'ensemble des créances aurait été apuré, peu importe de quelle façon, et que la plus-value effectivement produite pourrait de nouveau servir de base à un développement nouveau du crédit (résurrection du keynésianisme) que l'on pourrait dire que l'on a un retour à l'équilibre. Notre hypothèse est que cela ne pourra se faire sans une crise majeure que la théorie doit prévoir.

b) Mondialisation et péréquation duale

L'histoire du MPC montre que chaque phase de ralentissement durable de la croissance de la productivité s'est accompagnée d'une accélération de l'internationalisation de l'investissement productif. La première grande phase d'investissement à l'étranger a eu lieu dans la dernière partie du siècle dernier, entre 1870 et 1895. C'est à cette époque que les Etats-Unis, la France et l'Allemagne apparaissent aux côtés de l'Angleterre comme des sources significatives d'investissement à l'étranger. Il y eut ensuite d'autres vagues, et la dernière en date commence à la fin des années 60. De 1975 à 1991, le stock d'investissements directs à l'étranger a été multiplié par plus de 7. En 1991, les deux tiers de ce stock avaient pour origine les grands pays capitalistes (USA, Japon, Allemagne, France et Grande-Bretagne). Quant aux pays de destinations, ce sont essentiellement ... les mêmes. En tant que pays d'origine, les pays en voie de développement n'ont naturellement pas beaucoup d'importance. Mais il est surtout intéressant de constater qu'il n'en ont plus beaucoup non plus en tant que pays d'accueil des investissements délocalisés: alors que les PVD représentaient les deux tiers des destinations en 1938, la proportion n'est plus que de 20% en 1991. Simultanément, la répartition sectorielle des investissements se modifie, la part des matières premières reculant au profit de l'industrie et du tertiaire.¹

La concentration de l'internationalisation du capital sur les pays développés et sur les secteurs secondaires et tertiaires correspond au caractère fondamentalement intensif de l'accumulation du capital dans la période actuelle. A la différence des autres périodes d'accélération de l'investissement international, le mobile de la délocalisation n'est pas tant l'ouverture de nouvelles branches ou de nouveaux marchés que la recherche de gains de productivité dans les branches et les marchés existants. Or, sauf exception, les capitaux les plus accumulés sont au départ les mieux placés dans cette course à la productivité. La période actuelle va alors se caractériser par une accélération de l'internationalisation et de la concentration des capitaux déjà prédominants à la fin de la période précédente. Cependant, plus encore que l'internationalisation en elle-même, ce sont les modalités et les effets du processus qui sont importants pour caractériser la période actuelle au niveau du mouvement global de la reproduction. L'élément central de cette caractérisation, c'est la mise en place d'un système de péréquation duale du taux de profit au niveau mondial.

Dans le mécanisme de production de plus-value relative, la hausse de la productivité se répercute, plus ou moins directement, en baisse de la valeur de la force de travail, libérant une partie supplémentaire de la journée de travail pour le surtravail. Cependant, le capital ne met pas en place un tel mécanisme de façon délibérée et consciente. Le but de chaque capital est de trouver un moyen de réduire ses coûts unitaires de production de façon à pouvoir réaliser un surprofit. La production de la plus-value relative résulte de cette recherche de gains de productivité dans la concurrence entre les capitaux particuliers. Compte tenu de l'importance de la course à la productivité dans la période actuelle, cette question mérite un examen particulier.

Une branche du capital regroupe des capitaux particuliers de composition organique différente, produisant donc des quantités proportionnellement différentes de plus-value. En situation d'équilibre, un seul prix de marché se forme pour la production de cette branche et ce prix correspond à la moyenne des prix particuliers des différents capitaux. Ceux-ci touchent donc, lors de la vente de leurs

¹ Voir W. Andreff: *Les Multinationales Globales*, Paris 1996.

marchandises, un profit moyen qui est sans rapport avec la quantité spécifique de plus-value produite par chaque capital. Si ce profit moyen est supérieur à celui des autres branches, on assiste à un mouvement d'investissement dans la branche disposant d'un taux de profit supérieur, jusqu'à ce que ce taux de profit s'égalise avec celui des autres branches. Et inversement si le taux de profit de la branche est inférieur à celui des autres branches. Ainsi se forme, sous l'effet de la concurrence et de la circulation des capitaux d'une branche à l'autre un taux de profit moyen valable pour l'ensemble du capital social. Dans la pratique, ce profit moyen se présente comme une donnée qui présuppose l'investissement ou le désinvestissement. On dit qu'il y a surprofit lorsqu'un capital particulier, disposant d'un avantage de productivité propre, parvient à conserver le monopole sur cet avantage et à vendre au prix de marché moyen, correspondant aux conditions moyennes, au lieu d'ajouter un profit moyen à ses coûts de production réels. En règle générale, ce monopole est temporaire et bientôt annulé par la pression concurrentielle des autres capitaux, qui trouvent également des moyens d'augmenter leur productivité. Dès que le nouveau niveau de productivité se généralise, les prix baissent sous l'effet de la concurrence et les surprofits disparaissent.

Dans la période actuelle, la multinationalité est un argument concurrentiel fondamental pour un capital particulier. C'est elle qui permet au mieux d'exploiter toutes les opportunités du cycle mondial, de segmenter sa production en fonction des avantages comparatifs des différents pays (les labos en Californie, les chaînes de montage en Corée, la comptabilité et la trésorerie à Londres, etc...). D'une façon ou d'une autre, ces éléments de la compétitivité supérieure des multinationales peuvent être ramenés aux diverses contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit. Dans leur principe, les avantages que procure l'internationalisation sont accessibles à tous les capitaux. Dans la réalité cependant, il y a un seuil de taille en-deça duquel l'internationalisation n'est pas possible, ou pas rentable en raison de ses coûts propres, de sorte que la période actuelle va connaître un mouvement d'accélération de la concentration des capitaux: les capitaux les plus importants d'une branche pouvant seuls profiter des avantages de la multinationalisation gagnent rapidement en importance et rehaussent ainsi le seuil de taille en-deça duquel il n'est pas possible de s'internationaliser. Ce mécanisme purement économique se renforce ensuite de l'influence du secteur multinational du capital mondial dans la gestion nationale et internationale par les Etats et les organismes supranationaux.

Peu à peu, la période actuelle va ainsi voir se former une structure duale de l'économie mondiale. On distinguera alors entre les capitaux dits multinationaux, au sens où ils ont la capacité de tirer profit, à tout moment, de toute particularité locale qui, dans n'importe quel pays, peut favoriser leur rentabilité, et les capitaux dits nationaux, que leur faible taille limite à une zone déterminée du cycle mondial. Ne serait-ce que parce que le seuil minimal de taille pour s'internationaliser constitue une barrière de fait à l'entrée, les capitaux multinationaux constituent un *secteur oligopolistique* dans chaque branche. Celui-ci se renforce en outre par toutes sortes d'autres barrières (brevets, normes, tarifs douaniers...). Au contraire, les capitaux nationaux forment un *secteur ouvert*, au sens où les capitaux nationaux peuvent les concurrencer facilement dans leur branche/pays.

Une partie croissante de la production est assurée par des oligopoles multinationaux², tandis que la situation des capitaux nationaux est de plus en plus difficile. En effet, et indépendamment des effets de taille, cette structure duale signifie que la plus-value mondialement disponible ne se répartit plus entre les capitaux dans un processus de péréquation unique, mais selon un mouvement double où les capitaux du secteur ouvert sont systématiquement défavorisés par rapport à ceux du secteur oligopolistique. C'est ce phénomène qu'on appelle ici péréquation duale.

L'impossibilité de l'internationalisation en-deçà d'un certain seuil constitue une barrière à l'accès aux avantages compétitifs de la multinationalité pour les capitaux de moindre importance du secteur ouvert. Certes, ces capitaux continuent de s'accumuler sur la base de l'exclusivité tendancielle de la plus-value relative, et sont continuellement à la recherche de gain de productivité. Mais, lorsque l'un d'entre eux trouve une façon de réaliser un surprofit, il est aussitôt soumis à la pression

² Sur la façon dont ces oligopoles érigent des barrières à l'entrée dans leur secteur, voir Delapierre et Krieger-Mytelka: *Décomposition, recomposition des oligopoles*, in *Economies et Société*, n°11/12, 1988, PUG ed.. Les auteurs montrent en particulier le rôle de la recherche et développement dans la formation des oligopoles de la période actuelle. Cela correspond à la primauté absolue de la valorisation intensive.

concurrentielle de l'ensemble des autres capitaux, aussi bien ceux du secteur ouvert que ceux du secteur oligopolistique. Son avantage ne résiste pas longtemps à cette pression, et son taux de profit revient au niveau moyen. Dans le secteur oligopolistique, les différentes multinationales sont également en concurrence entre elles, mais la concurrence à leur égard des capitaux du secteur ouvert peut être considérée comme d'importance secondaire: non seulement la production de nombreuses branches importantes est de plus en plus réservée aux multinationales, mais les armes concurrentielles d'un capital du secteur ouvert qui subsisterait dans ces branches sont normalement moins dangereuses que celles d'une autre multinationale³.

En règle générale, on peut considérer que les gains de productivité apparaissent majoritairement dans le secteur oligopolistique et que, quand ils apparaissent en dehors de lui, ils y sont rapidement phagocytés (notamment par fusion-acquisition, un aspect de l'activité bancaire qui a beaucoup gagné en importance dans la période actuelle). Certes, ces avantages de productivité ne donnent pas lieu à une situation de rente. Il faut considérer, en effet, que l'oligopole est le siège d'une concurrence acharnée entre les multinationales. Cependant, le fait que les gains de productivité apparaissent principalement dans le secteur oligopolistique fait que c'est vers ses capitaux que se dirigent principalement les surprofits engendrés par la course à la productivité. Que ces surprofits soient temporaires pour une multinationale reste vrai en règle générale, mais n'empêche pas que c'est presque toujours une multinationale qui empoche ce surplus de plus-value par rapport au taux de profit moyen. Et s'il n'est donc pas nécessaire d'invoquer une conspiration des cartels pour expliquer la rentabilité durablement supérieure des multinationales, il n'en reste pas moins que des ententes, momentanées et/ou partielles, entre multinationales d'un même secteur contribuent à renforcer cette dichotomie du taux de profit entre le secteur oligopolistique et le secteur ouvert. Ces accords ne sont d'ailleurs pas nécessairement conspiratoires. Ils peuvent être le résultat logique et nécessaire de l'interpénétration des économies et des branches, comme dans la fixation de normes internationales communes, par exemple.

Il n'est pas possible de s'étendre ici sur l'accompagnement institutionnel du processus d'internationalisation des investissements. Il suffira de noter que, comme on peut s'y attendre, l'évolution institutionnelle se fait systématiquement en fonction des intérêts propres des sociétés multinationales et interdisent de fait toute tentative étatique de développement autocentré. Cela est flagrant dans les pays en voie de développement, mais impose également une révision en profondeur de la politique économique des Etats des pays industrialisés. Le cas de la course effrénée à la monnaie unique et au respect des critères de Maastricht est un exemple de l'adaptation institutionnelle des pays développés et de son coût économique et social, c'est-à-dire de son effet destructeur sur le secteur ouvert.

Il ressort de ce qui précède que, provoquée par une baisse globale de la rentabilité, la mondialisation actuelle du capital se fait non pas comme un processus homogène, mais comme mise en place d'une économie mondiale duale qui explique l'impossibilité fondamentale du capital à résorber les écarts de développement que nous avons signalés plus haut. Ce fractionnement du cycle mondial ne recouvre que partiellement la distinction géographique entre pays développés et pays du tiers-monde. Seule une partie des entreprises des pays dits développés peut s'internationaliser, laissant des pans entiers des économies nationales dans une situation de plus en plus difficile qui engendre les difficultés économiques et sociales régionales que l'on connaît par exemple en Lorraine ou dans le "*rust belt*" américain. Par ailleurs, si la majeure partie des investissements à l'étranger se fait d'un pays développé vers un autre, il n'en reste pas moins qu'une autre partie va vers les pays en voie de développement, engendrant des phases et des zones de développement économique plus ou moins durables et étendues selon l'avantage comparatif recherché par les investissements internationaux. De ce point de vue, l'Asie du Sud-Est est la zone la plus active depuis le plus longtemps.

Mis en œuvre par les capitaux dominants du cycle mondial, la mondialisation répond à la baisse du taux de profit amorcée à la fin de la période précédente par une recombinaison des oligopolos et la

³ De plus, comme le montrent Delapierre et Krieger-Mytelka, une des fonctions de la réorganisation des oligopolos dans la période actuelle est de mettre en place des structures suffisamment souples et rapides pour parer immédiatement à toute percée technologique d'un capital du secteur concurrentiel qui lui donnerait un avantage compétitif trop important.

relance de l'accumulation intensive.⁴ Ce processus augmente de façon accélérée la composition organique moyenne du capital mondial, et renforce donc encore les facteurs de cette baisse tendancielle. Il faut alors se poser la question de l'effet de la structure duale de la péréquation sur l'efficacité des contre-tendances à la baisse du taux de profit.

c) Essoufflement des contre-tendances

Si le même mécanisme de la plus-value relative qui a fondé la prospérité des trente glorieuses ne parvient plus à maintenir le même taux d'accumulation maintenant, c'est à l'évidence parce que les contre-tendances fonctionnent moins bien qu'avant. A son tour, cet essoufflement des contre-tendances demande à être expliqué. Il vient un point où la hausse de la composition organique, qui se poursuit malgré le jeu des contre-tendances franchit un seuil à partir duquel le moindre rendement du mécanisme de la plus-value relative, causé par la baisse même de la valeur de la force de travail, produit ses effets. La même hausse de la productivité, appliquée à un capital variable réduit, dégage une quantité moindre de plus-value relative. Cela se traduit par un ralentissement de l'accumulation et de la hausse de la productivité, qui provoque alors non seulement un affaiblissement du mécanisme de la plus-value relative, mais de plus un ralentissement de la dévalorisation du capital constant, de sorte que la baisse du taux de profit est accentuée par ses deux paramètres: la masse de la plus-value nouvelle croît moins vite, et la masse du capital à valoriser croît plus vite. On entre dans un cercle vicieux. A ce point il devient nécessaire pour le capital de s'attaquer frontalement au niveau de reproduction de la force de travail, c'est-à-dire à remettre en cause le panier de marchandises dont il se contentait auparavant de faire baisser la valeur. Plus cette modalité de l'exploitation est importante, plus elle indique un déséquilibre structurel dans la reproduction.

Au niveau général, on peut donc dire que, plus la composition organique du capital est élevée, plus un ralentissement déterminé de la croissance de la productivité exacerbe la baisse tendancielle du taux de profit dans la mesure où les contre-tendances jouent moins efficacement.

Examinons maintenant ces contre-tendances dans le cadre de la structuration duale du cycle mondial du capital.

Listons-les rapidement (dans l'ordre de présentation du *Capital*⁵):

1 - *Intensification du travail*: la reconstruction de l'après-guerre a certainement permis une importante intensification du travail. Ce serait d'ailleurs une autre raison de parler d'exclusivité "tendancielle" de la plus-value relative dans la mesure où la chasse aux temps morts est une forme d'allongement de la journée effective de travail.

2 - *Baisse du salaire*: Marx exclut lui-même cet élément des contre-tendances, mais il le cite pour dire que c'est bien entendu un facteur important de la lutte contre la baisse du taux de profit. On peut considérer qu'il joue marginalement dans la décolonisation (voir plus loin n° 4).

3 - *Baisse du prix du capital constant*: cette contre-tendance résulte directement de la hausse de la productivité. La production de plus-value relative résulte de l'augmentation de la productivité dans la branche II, mais cette dernière n'obéit pas, de la part des capitalistes, à un calcul délibéré. C'est la concurrence qui les pousse à augmenter la productivité dans tous leurs investissements, que ce soit dans la branche I, la branche II ou même le secteur non productif. L'accumulation intensive de l'après-guerre s'applique donc bien sûr à l'ensemble du capital, et a entraîné une dévalorisation inhérente rapide du stock de capital, permettant ainsi une correction constante du taux de profit.

⁴ Mouvement propre au secteur oligopolistique, la mondialisation n'est donc pas ce qu'en dit l'idéologie libérale. Il ne s'agit pas d'abattre toutes les barrières, mais de les déplacer, de les redessiner en fonctions du caractère désormais multinational des capitaux dominants. Une analyse détaillée des accords de l'Uruguay Round serait de ce point de vue très éclairante (voir plus loin pour quelques indications en ce sens).

⁵ *Le Capital*, Livre III, Ch. 10, Pléiade II, p. 1015 sq.

4 - *Surpopulation relative*: le principe de cette contre-tendance est que l'accumulation intensive expulse des travailleurs des branches où ont lieu les accroissements de productivité, ce qui crée une concurrence momentanée sur le marché du travail et fait donc baisser les salaires, rehaussant le taux de la plus-value. Ce phénomène a certainement joué après-guerre, mais c'est surtout au niveau de la décolonisation que le phénomène de la surpopulation relative a été important. La fin du capitalisme colonial, relativement archaïque, a libéré des masses de main d'œuvre bon marché qui ont fait de la concurrence à la main d'œuvre des pays développés soit par l'immigration soit par les délocalisations. Le phénomène s'est encore renforcé avec la destructuration accélérée des modes de production précapitalistes entraînée par l'ouverture des ex-colonies au cycle mondial.

5 - *Commerce extérieur*: le commerce international est un élément fondamental dans le mécanisme de la plus-value relative, car c'est l'un des éléments premiers de transmission des gains de productivité d'un point à l'autre du cycle mondial. L'après guerre est marqué par une forte poussée du libre-échange (fondation du GATT).

6 - *Accroissement du capital actions*: Marx fait ici allusion à la formation d'importantes sociétés par action qui ne touche que des dividendes, laissant une part supplémentaire de plus-value aux autres capitaux, dont le taux de profit se trouve ainsi rehaussé. Marx souligne avec raison qu'il s'agit là d'une redistribution, qui ne touche en rien le taux de profit général. Mais c'est un phénomène d'exclusion de la péréquation que l'on retrouve dans l'économie mixte, qui s'est fortement développée après-guerre, et qui concerne des capitaux dotés de fonctions centrales dans l'accumulation et l'unification du capital. En acceptant de se reproduire avec un taux de profit réduit, ces capitaux non seulement font un cadeau de plus-value aux autres, mais fournissent une valeur d'usage (infrastructures, énergie,...) qui favorise le maintien d'un rythme élevé d'accumulation intensive, et donc de plus-value relative.

Si l'on considère la liste des contre-tendances ci-dessus, on voit qu'il y en a trois (n° 1, 2 et 4) qui jouent directement au niveau du taux de la plus-value, tandis que les trois autres (n° 3, 5 et 6) agissent plutôt au niveau du taux de profit (il y a bien sûr des ponts entre les deux niveaux).

Le niveau du taux de profit

Le passage à la période actuelle, au tournant des années 70, est donc provoqué par une insuffisance relative de la croissance de la productivité moyenne⁶. La *dévalorisation inhérente* du capital constant se ralentit en conséquence. Dans le schéma marxien, les contre-tendances sont le résultat automatique de l'accumulation intensive du capital. Elles ne sont pas un truc de gestion économique. Si la croissance de la productivité implique des fixations croissantes de capital, ce qui augmente la composition organique du capital et fait baisser le taux de profit, la contre-tendance automatique (n°3) est ainsi dans la dévalorisation inhérente de ce même capital. Un ralentissement de la croissance de la productivité se répercute, toujours automatiquement, en moindre dévalorisation du capital constant. D'où, marquant l'entrée dans la période actuelle, une politique de crédit facile visant à compenser le coût excessif, par rapport à la masse de plus-value disponible, des investissements. Le caractère structurel, et non conjoncturel, du ralentissement de la productivité se voit, ainsi qu'on l'a déjà dit, dans l'impossibilité de résorber l'endettement par lequel chaque ralentissement de l'accumulation est momentanément pallié. La relance par le crédit et le déficit ne relance pas assez l'exploitation pour contrecarrer le cercle vicieux qui caractérise l'entrée dans la nouvelle période (faillite du keynesianisme). Dans la période actuelle, la moindre efficacité de la dévalorisation inhérente est aggravée par le fait que la plupart des hausses de productivité trouvent leur origine dans le secteur oligopolistique du capital, et que ce dernier est, ainsi que nous l'avons vu, mieux à même de bloquer cet avantage en amont, prolongeant la durée d'une situation momentanée de monopole et de blocage

⁶ Ce ralentissement moyen n'exclut nullement de très fortes poussées de la productivité au niveau de certaines branches ou de certains capitaux. Mais d'une part les faits (l'inflation, le chômage etc...) montrent qu'en moyenne la croissance de la productivité est insuffisante, et d'autre part la croissance de la productivité est d'autant plus efficace en terme de production de plus-value qu'elle a lieu dans des capitaux proches de ou compris dans la branche II. Toujours d'après le constat des faits, il faut admettre que l'électronique et de l'informatique - deux secteurs modèles en matière de productivité - n'ont pas une influence suffisante sur la productivité dans la production des subsistances.

des surprofits. Les capitaux qui achètent leurs moyens de production à un tel oligopole ne profitent pas de sa hausse de productivité, et voient donc leur dévalorisation inhérente entravée. De plus, à la mesure où ce blocage a lieu, c'est à dire à la mesure où la barrière à l'entrée des autres capitaux est efficace, l'effet de la hausse de la productivité est la meilleure valorisation d'un capital (ou d'un groupe de capitaux) particulier, mais une accentuation de la baisse de rentabilité des autres car la plus-value extra constituant le surprofit est prise sur le stock social disponible de plus-value. C'est ce qu'ont montré d'une façon exemplaire les crises du pétrole des années 70.

On peut aussi ajouter que, en raison du ralentissement de la productivité, le ralentissement de l'accumulation entraîne l'engorgement des marchés et la baisse des prix. Cette baisse des prix est en règle générale favorable à ceux des capitaux qui ne sont pas trop mal en point et qui peuvent encore procéder à des investissements. Ce sont donc surtout les grandes sociétés du secteur oligopolistique qui sont les mieux placées pour profiter de la baisse des prix, tant à cause de leur capacité à maintenir les investissements malgré le ralentissement de la conjoncture, mais aussi à cause de leur plus grand pouvoir de négociation quand elles font face à des fournisseurs appartenant au secteur ouvert (sous-traitants par exemple). Dans ce cas de figure, et comme on peut si attendre, l'effet différencié de la contre-tendance est essentiellement défavorable aux capitaux de moindre importance et renforce la dualisation du cycle mondial... et donc les entraves à la conversion de la hausse de la productivité en dévalorisation inhérente.

Par ailleurs, l'insuffisante dévalorisation inhérente du capital constant se traduit alors par une accélération de la *dévalorisation effective* (élimination des capitaux les plus faibles, développement du sous-développement, tiers monde à domicile) qui éclate en crises locales caractéristiques de la période actuelle (voir paragraphe 2). Outre le mécanisme normal de remplacement des capitaux devenus obsolètes par d'autres plus modernes, la dévalorisation effective des capitaux marginaux est précipitée, dans la période actuelle, par l'accentuation du blocage de la péréquation en faveur des capitaux les plus développés.

Dès lors que le mode de production capitaliste est devenu exclusif, c'est-à-dire que le capital est devenu son unique marché et son unique fournisseur, la contre-tendance liée au *commerce extérieur* n'est qu'une autre forme de la contre-tendance liée à la dévalorisation inhérente. La suppression des obstacles à la circulation internationale des marchandises fait partie des nécessités de l'accumulation basée sur l'exclusivité tendancielle de la plus-value relative. Il s'agit en effet de permettre que les gains de productivité obtenus en n'importe quel endroit du cycle mondial soient systématiquement transmis en aval, afin de se répercuter aussi directement que possible en baisse de la valeur de la force de travail et/ou en baisse de la valeur des éléments du capital constant. Comme on peut s'y attendre, c'est entre les zones d'accumulation rapide du capital que le commerce international est le plus actif, ce qui n'est qu'une autre façon de dire que les entreprises multinationales y jouent un rôle prépondérant. Dans un modèle de concurrence pure et parfaite, les avantages liés au commerce extérieur sont ouverts à tous les capitaux. C'est entre autres pour cela que le mouvement d'internationalisation de l'investissement s'est développé, comme recherche d'internalisation de cet avantage au bénéfice d'une seule firme. Plutôt que d'acheter des composants à un fournisseur étranger qui peut aussi les vendre aux capitaux concurrents, l'achat de ce fournisseur donne, au moins momentanément, un monopole de la multinationale sur cet avantage. Se développe alors un commerce international intra-firme, qu'on estime déjà à 30% des échanges totaux⁷. Il faut en déduire, comme dans le cas de la dévalorisation inhérente, que la croissance mondiale des échanges internationaux est soutenue pour une part importante par la volonté de *ne pas partager* les gains de productivité, c'est-à-dire d'obtenir et de bloquer des surprofits. Dans ce sens, on doit déduire que la dualisation de l'économie mondiale entraîne un essoufflement de la contre-tendance "commerce extérieur" à la mesure où la fraction oligopolistique du capital mondiale se développe et parvient à défendre ses stratégies de surprofit.

L'effet de la dualisation du cycle mondial sur les contre-tendances 3 et 5 est donc d'en pervertir l'effet. Là où le modèle de concurrence pure et parfaite aboutit à une baisse de la valeur du capital constant et à une hausse du taux de profit, le blocage de la péréquation par l'instauration d'une barrière à l'entrée dans le secteur oligopolistique aboutit à la formation de surprofits que les firmes oligopolistiques s'efforcent de défendre aussi longtemps que possible par rapport à la concurrence des autres firmes oligopolistiques. Or ce surcroît de valorisation d'une firme en situation de monopole constitue un

⁷ cf. W. Andreff, op. cit., p. 37

pompage de la plus-value socialement disponible et correspond donc à une baisse du taux de profit pour les autres capitaux. Au contraire, la répercussion rapide des gains de productivité dans l'ensemble du cycle se traduit par une hausse de la production de plus-value relative, et augmente donc la quantité totale de plus-value socialement disponible.

L'influence de la logique oligopolistique des grandes multinationales se reflète dans les résultats du dernier *round* du GATT. Il s'agissait premièrement de faciliter les échanges, peu importe qu'ils soient intra- ou extra-firme. Il s'agissait ensuite de mettre en place des règles nouvelles et générales concernant la protection des investissements à l'étranger et la propriété intellectuelle. Ces deux ensembles de mesures visent à faciliter la circulation des capitaux et à défendre les situations de surprofits des sociétés disposant d'un avantage d'ordre scientifique ou technique. Dans les deux cas, l'Uruguay Round adaptait la logique des *rounds* précédents, limités à la circulation des marchandises, à la vague actuelle d'internationalisation de l'investissement qui complète et remplace le commerce des marchandises. Un autre aspect important de l'Uruguay Round est l'inclusion de l'agriculture dans le champ des accords. Il s'agissait là surtout de favoriser l'activité commerciale des grandes sociétés de négoce.

Bien que les nouvelles règles multilatérales aient été largement influencées par les grandes sociétés multinationales, la prédominance d'une logique de surprofit dans leurs stratégies se marque dans les nombreuses exceptions et conflits qui sont très vite surgis au moment de la mise en œuvre de l'accord. Représentant plus ou moins (selon les périodes et les secteurs) les intérêts des grandes sociétés, les trois principales puissances du commerce international (USA, UE, Japon) ont en effet simultanément mis en place des accords locaux venant supplanter l'accord général de l'OMC. Chaque pôle, d'un côté, s'efforce d'organiser son accumulation en se protégeant de celle des autres. Mais d'un autre côté, les Etats-Unis et l'ALENA, l'Union Européenne et l'EEE, le Japon... ne peuvent se passer les uns des autres. Le résultat final de l'Uruguay Round se présente alors comme une espèce de libre-échange dirigé entre grandes puissances, où ouvertures et protections se combinent en fonction de rapports de force constamment remis en cause par des conflits sectoriels bilatéraux. L'accord entre les grandes puissances ne se fait que pour imposer l'ouverture aux pays en voie de développement, pour lesquels la situation va donc se dégrader rapidement.

Dans la mesure où il s'agit nécessairement d'une politique nationale, le principe de l'économie mixte est remis en cause par la mondialisation du capital. La nature oligopolistique de celle-ci a notamment provoqué une intense opposition du patronat européen représentant le secteur ouvert à propos du traité de Maastricht. Nous avons vu que l'économie mixte consiste à retirer une partie du capital national de la péréquation pour favoriser la valorisation du reste du capital. D'une part, la limite de cette politique apparaît de façon conforme à ce que prévoyait Mattick dans *Marx et Keynes*: soit le capital placé sous le contrôle de l'Etat est du capital productif, et dans ce cas sa reproduction implique qu'il participe au moins en partie à la péréquation. Soit c'est du capital improductif, et dans ce cas toute sa production équivaut à une ponction sur la plus-value du capital productif, public ou privé. Dans les deux cas, dès que le secteur public atteint un certain seuil, son développement devient antagonique à la valorisation du capital privé. L'issue momentanée de ce dilemme est l'endettement de l'Etat. Mais celui-ci a maintenant atteint un tel degré que la vague doit s'inverser et que l'Etat doit privatiser/dévaloriser une part de son parc de capital. Mais d'autre part, et quelle que soit la limite budgétaire sur laquelle elle butte, cette contre-tendance perd de son efficacité à la mesure où l'internationalisation du capital se développe. Certes, même internationalisé, le capital n'a aucune raison de refuser des cadeaux des différents Etats, mais il les veut sous une autre forme que celle d'une politique de cohérence nationale. Il ne demande pas que la SNCF transporte à bas prix les jambons de Bayonne vers la région parisienne. Il préfère par exemple des incitations fiscales pour ces implantations éventuelles en France. Il souhaite aussi s'approprier directement celles des activités de la SNCF qui sont directement rentables, et pousse donc à la privatisation comme moyen de conquérir, si possible bon marché, des positions favorables à l'obtention de surprofits. Ce qui va exactement à l'opposé des buts de l'économie mixte.

Les trois contre-tendances que nous venons d'examiner sont au cœur de la réorganisation de la circulation du capital dans la période actuelle. Malgré la proclamation haut et fort du credo néolibéral, cette réorganisation ne libère pas tant les forces du marché qu'elle ne les oriente dans le sens de la logique des surprofits. Cette évolution est initialement provoquée par l'essoufflement du

mécanisme des contre-tendances à la baisse du taux de profit, et le renforce à son tour dans un cercle vicieux qui mène inéluctablement à l'éclatement de la crise.

Le niveau du taux de la plus-value

Il faut maintenant examiner l'autre élément du rapport constitutif du taux de profit: la masse de la plus-value disponible. Sont ici concernées les contre-tendances 1, 2 et 4. Il s'agit des éléments qui font que l'accumulation intensive du capital provoque une baisse de la valeur de la force de travail qui va au-delà de l'effet mécanique de la hausse de la productivité dans la branche II. Ici, moins encore que dans le groupe précédent de contre-tendances, l'automatisme que Marx attribue aux contre-tendances n'exclut l'"aide" de la gestion capitaliste, et l'on débouche en fait très directement sur la lutte des classes. L'essoufflement des contre-tendances débouche sur une accentuation de la lutte des classes.

Ainsi, il est clair que l'accumulation de capital fixe favorise l'*intensification du travail* (contre-tendance n°1) par sa soumission de plus en plus stricte au rythme des machines. Cela n'exclut cependant nullement un renforcement de l'intensité du travail par des mesures, disciplinaires ou autres, qui bouchent encore plus les pores de la journées de travail. Au contraire, cette tendance disciplinaire se manifeste d'autant plus que le ralentissement de la dévalorisation inhérente freine le renouvellement du capital fixe et son perfectionnement dans le sens d'une soumission plus grande du travailleur à la machine. Cependant, la limite se trouve dans la résistance même du travailleur. Le Bureau International du Travail a consacré une étude sur le stress de la main-d'œuvre et conclut que "aux USA..., le stress coûterait à l'industrie quelque 200 milliards de \$ par an - à cause de l'absentéisme, des pertes de productivité, des indemnités de l'assurance santé et des frais médicaux directs. [Cela représente] dix fois plus que les grèves, ou encore la totalité des bénéfices des 500 sociétés les plus riches... Au Japon, ces problèmes ont commencé à apparaître à la fin des années 70 quand la crise pétrolière a conduit les sociétés japonaises à réduire leurs effectifs et à exiger de leur personnel plus de travail"⁸. Bref, l'intensification du travail se heurte très vite à l'obstacle du travail vivant et de la résistance du prolétariat. (On verra plus loin que la précarité permet de repousser quelque peu cette limite). En particulier, l'intensité extrême du travail entrave les tentatives d'allongement de la journée de travail. Dans l'industrie automobile américaine, "la moyenne des heures supplémentaires "normales" est passée de 5,5 heures en 1985 à près de 8 heures en 1994... Cette situation a récemment été à l'origine de courtes grèves dans les usines sous-traitantes de l'automobile où les ouvriers épuisés ont revendiqué - et obtenu - une réduction des heures supplémentaires en contraignant les firmes en question à embaucher. Comme le déclarait le Président de la section locale de l'*United Automobile Workers* de Livouin (Michigan) "la tension et le stress sont tout simplement horribles" (*NY Times* 24/9/94)".⁹

En d'autres termes, l'essoufflement de la contre-tendance est ici purement et simplement la résistance de la force de travail. C'est elle qui oblige le capital à rechercher des solutions "post-fordistes" au niveau du procès de travail immédiat.

L'intensification du travail est une contre-tendance d'autant plus intéressante qu'elle revient à ré-introduire une forme de plus-value absolue. A ce propos, et au-delà de la stricte question de l'intensification du travail, la question se pose de savoir pourquoi les capitalistes ne cherchent pas plus systématiquement à allonger la journée de travail. Cette question est importante par rapport à la perspective générale sur la période actuelle. Définie comme déséquilibre de l'exclusivité tendancielle de la plus-value relative, la période actuelle n'a pas le même sens selon que l'on dit qu'un ré-équilibre par la plus-value absolue est possible ou non. Que ce ré-équilibre soit recherché est indéniable. Pourquoi n'est-il pas mis en œuvre plus systématiquement? Va-t-il l'être? Les éléments de discussion sont d'une part l'intensification générale du travail (voir plus haut ses limites), et d'autre part l'allongement proprement dit de la journée individuelle de travail. On observe celui-ci dans l'économie souterraine et dans les pays en voie de développement. Il y a là une indéniable source de plus-value supplémentaire. La question est alors d'évaluer l'importance effective de la tendance à allonger la journée individuelle, d'une part, et d'autre part et surtout de déterminer si cette tendance est généralisable au point de permettre au capital de revenir à une formule d'équilibre reposant sur les

⁸ BIT: Le Travail dans le Monde, 1993, p. 73-74.

⁹ Cet exemple est extrait d'un article sur "la violence au travail" publié par *Echanges et Mouvement* n° 80, 1995

deux formes de la plus-value. C'est là un sujet de recherche qui dépasse les intentions de ce texte. Cependant, considérant que la grande masse du capital mondial est fixée sous une forme qui impose une grande intensité au travail vivant, considérant que cette intensité interdit tout allongement excessif de la journée individuelle de travail, on considèrera que l'extraction de plus-value absolue ne peut que rester marginale. La concurrence, qui pousse systématiquement à la recherche de gains de productivité par rapport à la moyenne, interdit de plus que ce mode d'exploitation du travail puisse se généraliser et, en quelque sorte, provoquer un rajeunissement d'ensemble du capital.

La question, toutefois, doit également être examinée d'un autre point de vue. En effet, la contre-tendance n°4 (*surpopulation relative*), combinée au développement du commerce international, facilite pour le capital la recherche de main-d'œuvre plus facilement exploitable, tant au niveau du salaire lui-même qu'à celui de la longueur de la journée de travail. Par exemple, au moment où les travailleurs de Volkswagen parviennent à opposer une certaine résistance à la volonté patronale d'obtenir un allongement de fait du temps de travail par la renégociation de la flexibilité, Mercedes annonce l'implantation d'une usine en Amérique Latine. Une telle délocalisation ne comporte pas que des avantages pour la valorisation du capital. Du point de vue qui nous intéresse ici, cependant, on assiste à la recherche d'une main d'œuvre qui est bon marché en raison du niveau global de développement de la zone d'implantation, mais aussi qui est plus facilement exploitable en termes de durée et d'intensité du travail. Cette surexploitation est possible dans la mesure où l'importance du chômage permet une usure effrénée de la force de travail. Grâce à une rotation rapide du personnel, la durée et l'intensité du travail peuvent être augmentées par rapport aux conditions prévalant dans les pays industrialisés. Il en résulte en particulier un amortissement plus rapide de l'investissement. En tant qu'elle facilite la surconsommation de la force de travail et qu'elle permet le remplacement des travailleurs usés ou déqualifiés, la contre-tendance liée à la surpopulation relative est incontestablement favorable à la hausse du taux de plus-value. Dans la période actuelle, la surexploitation du travail a en particulier été imposée aux capitaux du secteur ouvert par le phénomène de pompage de plus-value dont ils sont victimes de la part du secteur oligopolistique. Cette surexploitation est en raison directe de la difficulté croissante d'un développement autocentré - qui faciliterait la production locale de plus-value relative - et de la pression concurrentielle du cycle mondial. Les capitaux du secteur ouvert ne peuvent assurer leur rentabilité qu'au prix d'une exploitation forcée¹⁰ qui aboutit à une dégradation si forte du niveau de vie qu'elle a déjà déclenché fréquemment des crises sociales dont nous verrons qu'elles sont caractéristiques de l'époque actuelle.

De façon générale, il est clair que l'existence d'une abondante main d'œuvre excédentaire favorise la baisse des salaires et l'aggravation des conditions de travail. Dans le schéma marxien de cette contre-tendance, la baisse de salaire n'est que temporaire, car elle favorise l'ouverture de nouvelles branches de capital, ce qui ramène à la situation antérieure de plein emploi. Or c'est précisément ce mécanisme de relance de l'accumulation qui fait défaut dans la période actuelle. L'impossibilité de résorber le chômage indique que l'extraction de la plus value relative n'est plus assez rapide pour permettre la formation suffisante de capitaux nouveaux.

Dès lors que la population surnuméraire devient permanente, la *baisse absolue des salaires* (contre-tendance n°2) devient également un phénomène à long terme. Il s'agit là d'une baisse absolue, d'une attaque de la valeur de la force de travail, qui, de contre-tendance qu'elle était aux effets néfastes de la hausse de la composition organique, devient maintenant un élément aggravant du point de vue du mécanisme de la plus-value relative. En effet, plus le panier de marchandises qui forme la consommation ouvrière est réduit, moins la force de travail coûte cher, certes. Mais simultanément, la hausse générale de la productivité a moins d'effet en terme de plus-value relative. Quel peut être l'effet de la baisse du prix des ordinateurs domestiques sur les salaires des ouvriers chinois? Autrement dit, et comme pour le mécanisme de la production de plus-value relative proprement dit, l'attaque de la valeur de la force de travail relance d'autant moins la valorisation que la valeur de la force de travail est déjà plus réduite.

Plus cet essoufflement de la contre-tendance "population surnuméraire" s'approfondit, plus l'attaque de la valeur de la force de travail devient systématique, que ce soit au travers des délocalisations, de

¹⁰ C'est là une liberté que le capital oligopolistique cherchera à leur rogner, dans le prochain cycle de négociations GATT, par l'introduction d'un "volet social" aux négociations commerciales.

l'immigration, ou de la précarité en général. De plus, cette flexibilité qu'a le capital dans la recherche de la main-d'œuvre la moins chère possible favorise la relance dans l'intensification du travail, dans la mesure où elle permet une usure plus rapide des travailleurs. La dégradation des systèmes de protection sociale et médicale va dans le même sens et procède du même excédent général de main-d'œuvre.

L'analyse des contre-tendances agissant au niveau du taux de la plus-value montre que leur essoufflement ne laisse au capital que la solution d'attaquer frontalement le niveau de reproduction du prolétariat, ce qu'il fait en utilisant au maximum la possibilité de concurrence interne ouverte par l'existence permanente d'une surpopulation ouvrière. Deux options sont utilisées simultanément: déplacer la main-d'œuvre bon marché vers les capitaux à valoriser et déplacer le capital vers les zones de main d'œuvre bon marché.

En ce qui concerne les déplacements de main d'œuvre, la question se pose de savoir si, et si oui pourquoi, le capital s'oppose à l'immigration des prolétaires dans les zones industrialisées. La politique anti-immigration est-elle de l'ordre du discours idéologique, ou comporte-t-elle un élément de réalité qui ferait que le capital entrave réellement une concurrence intra-prolétarienne qui lui permettrait de faire baisser les salaires? En réalité, les deux options ne s'excluent pas nécessairement. D'une part les protestations racistes et xénophobes n'empêchent pas les flux d'immigration de se maintenir à un niveau substantiel. En Europe, le ralentissement de l'immigration en provenance du Sud est compensé par une accélération de la provenance de l'Est. D'autre part, la concentration de capitaux à haute composition organique dans les pays développés rend de toute façon moins urgente l'immigration. Quoi qu'il en soit, il y a une différence par rapport aux périodes antérieures du capital: il n'y a pas de courant massif d'émigration à partir des zones fortement capitalisées, ni d'un point de vue interne (repli sur les campagnes) ni d'un point de vue international ("*give me your tired, your poor, your huddled masses*"). Cela n'est qu'une autre façon de dire que l'excédent de capital est directement mondial, et qu'aucune main d'œuvre, aussi bon marché soit elle, ne peut trouver au monde un eldorado à ouvrir à un développement capitaliste vraiment neuf.

En ce qui concerne le déplacement du capital, la question est de savoir pourquoi la pratique des délocalisations n'est pas poussée plus systématiquement malgré la libéralisation des échanges qui lui est favorable. Différents éléments contribuent à la réponse, dont la difficulté à dévaloriser les capitaux actuellement fixés dans les pays industrialisés et le manque d'infrastructures dans les pays destinataires des délocalisations. Le premier élément signifie que l'excédent de capital est trop grand pour maintenir en activité les deux capitaux. Le second élément signifie que la pénurie de plus-value est trop forte pour permettre des investissements qui ne sont pas directement productifs.

Conclusion

La perspective d'ensemble sur la période actuelle est donc la suivante. Ouverte par une phase de récession liée au ralentissement général de la productivité, la période actuelle n'a pas trouvé une autre façon que la plus-value relative d'exploiter le travail. Les palliatifs aux contradictions inhérentes à l'exclusivité tendancielle de la plus value relative ne jouent plus comme avant, et l'adaptation du capital à cette situation nouvelle se fait selon deux axes. D'une part on assiste à une réorganisation de la *circulation* du capital afin de faciliter la logique de surprofits en faveur des capitaux qui en ont le plus besoin, c'est à dire de ceux qui sont le plus accumulés. Cette réorganisation est impulsée par les capitaux dont le développement a déjà placé la valorisation directement dans le cycle mondial, et elle s'accompagne du renforcement de leur position oligopolistique au détriment des capitaux plus faible (blocage de la péréquation, libre-échange à sens unique). Il en résulte un essoufflement des contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit. D'autre part, *l'exploitation du travail* est systématiquement poussée dans le sens de l'attaque de la valeur de la force de travail pour pallier à la baisse du rendement du mécanisme de la plus-value relative - qui s'en trouve aggravée paradoxalement. Cette attaque est générale, mais est particulièrement nécessaire pour les capitaux marginaux qui sont victimes d'une fuite accélérée de plus-value vers les capitaux dominants. Le rapport entre les deux axes est le suivant: plus l'efficacité du mécanisme de la plus-value relative baisse, plus les capitaux dominants doivent chercher à compenser cette baisse par le renforcement du pompage de la plus-value produite par les capitaux plus faibles. Ce faisant, leur action au niveau de la

circulation sape le processus même de cette production de plus-value "fraîche" dans le secteur ouvert, et remet en cause, à terme, leur propre rentabilité.

2) CRISES DE LA PERIODE ACTUELLE

Les caractéristiques des crises de la période actuelle se déduisent de la façon dont nous venons d'analyser les modalités de l'accumulation et de la péréquation duale. Il découle en effet de ces modalités que le même ralentissement global de la rentabilité du capital mondial se traduit de deux façons. Tandis que le secteur oligopolistique répond à ce ralentissement en s'attachant à renforcer les avantages spécifiques que lui donne sa position dominante, le secteur ouvert n'a d'autre voie que s'efforcer de limiter les dégâts provoqués tant par le ralentissement lui-même que par la réaction du secteur oligopolistique.

Bien que sa spécificité soit d'échapper aux crises de la période actuelle¹¹, voyons d'abord le cas du secteur oligopolistique. Chaque fois que la conjoncture fléchit, il s'adapte en renforçant les structures qu'il avait mises en place dès le début de la période actuelle, précisément pour répondre au ralentissement de la productivité qui a provoqué les crises de la fin des années 60. D'une part il aggrave tous les éléments de la subordination du travail dans le sens d'un accroissement du taux de la plus-value. Tout un ensemble de dispositions est ici en cause, allant de la précarisation de la main d'œuvre sur le marché du travail à l'intensification du travail, en passant par la baisse, réelle ou nominale, des salaires, par le développement du chômage et la baisse du *welfare*. Tous ces éléments ont été évoqués dans le paragraphe précédent. D'autre part, chaque capital oligopolistique cherche à renforcer sa position dominante vis-à-vis des capitaux du secteur ouvert. Entrent ici en jeu tous les éléments stratégiques de la mondialisation, dont nous avons également déjà parlé, et qui vont avoir pour résultat global de renforcer les transferts de plus-value du secteur ouvert vers le secteur oligopolistique. Les négociations commerciales de l'Uruguay Round sont la synthèse, au niveau institutionnel, de cet ensemble de dispositions stratégiques qui consistent, pour le secteur oligopolistique, à protéger ses propres bases de valorisation tout en forçant les autres à ouvrir leurs marchés, à accepter vos investissements dans des conditions avantageuses, à payer les *royalties* sur vos brevets, etc... Tout le monde ne peut pas gagner à ce jeu-là. L'*Uruguay Round* s'est donc terminé par un compromis intersectoriel plus ou moins équilibré entre les grandes puissances (Etats-Unis, Japon, Europe), tandis que les économies des PVD étaient contraintes de s'ouvrir sans véritables contreparties dont elles puissent profiter. L'assimilation du secteur oligopolistique aux grandes puissances industrielles et du secteur ouvert aux PVD est une simplification, puisque la division entre ces deux secteurs traversent les deux types de pays. Cette simplification a eu lieu dans les faits, dans la mesure où ce sont bien des Etats qui ont négocié l'accord de Marakkech.

Les deux volets de cette réaction du secteur oligopolistique au ralentissement de l'accumulation ne vont pas sans provoquer des conflits sociaux avec sa propre main d'œuvre. C'est évident pour le premier volet, puisque celui-ci n'est autre que l'attaque de la valeur de la force de travail. Dans le cas du deuxième volet, la mondialisation des capitaux oligopolistiques s'accompagne nécessairement de licenciements et de délocalisations qui provoquent également des conflits sociaux. Dans l'ensemble cependant, tous ces conflits ont pu être circonscrits en raison de l'efficacité qu'a encore le principe même de la péréquation duale. En l'occurrence les capitalistes sont parvenus, soit individuellement dans les entreprises soit collectivement au niveau de l'Etat, à limiter les conséquences de la mondialisation au niveau de leur force de travail, de sorte qu'un conflit majeur a pu être évité. Les grèves de Novembre-Décembre 95 en France sont sans doute le cas où l'on a été le plus proche d'un tel conflit majeur. Le capital a finalement accepté de ralentir la marche forcée vers la monnaie unique, ce qui revient à dire qu'il a accepté un déficit budgétaire plus important qu'initialement prévu. Il y a donc encore de la marge.

¹¹ Rappelons que les crises dont nous parlons ici sont les crises profondes, impliquant l'insurrection du prolétariat, par opposition aux récessions conjoncturelles. D'autre part, une telle crise ne choisit pas les capitaux qu'elle entraîne dans sa tourmente, et affecte une formation sociale dans son ensemble. Lorsque nous disons que les crises de la période actuelle affectent le secteur concurrentiel, c'est un raccourci pour dire qu'elles éclatent dans les zones ou pays ou ce dernier est majoritaire - et alors les capitaux appartenant localement au secteur oligopolistique n'échappent pas à la crise.

L'adaptation du secteur oligopolistique au ralentissement de l'accumulation provoque en revanche une dégradation accélérée de la situation des capitaux du secteur ouvert. Celui-ci subit une concurrence accrue sur ses propres marchés, et ne peut répondre à la baisse de sa propre valorisation que par le renforcement de l'exploitation de sa propre main d'œuvre. Le prolétariat qui n'est pas employé par les capitaux du secteur oligopolistique, et cela englobe aussi les chômeurs, voit alors sa situation se dégrader rapidement. Ainsi s'explique ce phénomène général de la période actuelle: toute sortie de récession, quoique rétablissant les indicateurs macro-économiques de la conjoncture dans les pays développés, provoque également, et simultanément, une aggravation des écarts de développement entre pays industrialisés et pays en voie de développement, en même temps qu'elle approfondit la "fracture sociale" dans les pays industrialisés. Il est donc totalement erroné d'attendre d'une reprise économique chez les "locomotives" du capital la stabilisation, et *a fortiori* l'amélioration, de la situation sociale mondiale.

Comme pour les capitaux du secteur oligopolistique, l'adaptation du secteur ouvert à un ralentissement de la conjoncture ne va pas sans provoquer de multiples conflits sociaux. Nous avons dit que, dans le contexte de la mondialisation du capital, la seule possibilité d'adaptation des capitaux du secteur ouvert à un ralentissement de l'accumulation est de renforcer de façon résolue l'attaque de la valeur de la force de travail, de façon à compenser l'accélération de la fuite de plus-value vers le secteur oligopolistique par une production accrue de plus-value et par une économie plus stricte des frais improductifs. Il y a cependant une différence entre les deux secteurs: comme le secteur ouvert ne peut pas faire porter sur l'autre secteur les effets du ralentissement, des crises proprement dites éclatent périodiquement en différents "points faibles" du cycle mondial dans la mesure où l'effet conjugué du ralentissement de la conjoncture et du renforcement de la pratique oligopolistique des capitaux dominants qu'il induit aboutit à des blocages partiels et/ou locaux de la reproduction du rapport des classes dans le secteur ouvert. Nous appelons ces crises, caractéristiques de la période actuelle, *crises périphériques* pour indiquer qu'elles concernent le secteur ouvert qui se trouve de plus en plus marginalisé par rapport au noyau dur de l'accumulation mondiale se déroulant dans le secteur oligopolistique.

Les crises périphériques sont des insurrections du prolétariat placé momentanément en situation d'irreproductibilité par le double mécanisme de l'insuffisance de la production locale de plus-value et de la fuite de plus-value vers le secteur oligopolistique. L'activité du prolétariat dans ces insurrections porte la marque de cette double présupposition. Dans sa formulation la plus générale, la double présupposition des crises périphériques consiste dans le fait que l'éclatement de la contradiction des classes est surdéterminé par le rapport entre secteur ouvert et secteur oligopolistique dans la péréquation duale. La crise qui éclate est le produit du ralentissement mondial de l'accumulation, mais tel qu'il se concrétise dans les capitaux du secteur ouvert. Les pertes nécessaires au niveau mondial sont concentrées dans des capitaux ou zones de capitaux où prédomine le secteur ouvert. En tant que crise "locale", l'affrontement des deux classes se fait sur la base des modalités locales de la subordination du prolétariat au capital, mais précisément ces modalités ont aussi pour contenu de soumettre le rapport social local aux contraintes de la péréquation duale (par exemple: ouverture des frontières, état policier...). Autrement dit, les facteurs de la crise qui éclate ne sont pas entièrement inscrits dans le rapport des deux classes qui s'affrontent localement.

Le cas le plus extrême de cette situation est constitué par l'émeute de ghetto, où ce sont par hypothèse des prolétaires essentiellement non productifs qui se soulèvent. Quelle que soit l'étincelle qui fait exploser un ghetto, l'insurrection correspond à une insuffisance du *welfare*¹² aboutissant à une situation d'irreproductibilité des prolétaires ghettoïsés. Par ghetto, il faut entendre l'ensemble des quartiers, zones, villes ou régions où la vente de la force de travail n'est qu'un élément secondaire ou occasionnel dans la reproduction du prolétariat. La subordination du prolétariat au capital se concrétise alors comme misère aggravée, répression et prestation de *welfare*, avec tout ce que ce dernier implique de contrôle et d'encadrement. Lorsque la crise éclate, le soulèvement du prolétariat s'attaque naturellement aux manifestations du capital à ces niveaux de la subordination. Le prolétariat des émeutes n'affronte le capital qu'au travers de ce qu'il en connaît en tant que chômeur ou marginal:

¹²Il faut comprendre ce terme dans son acception la plus générale, recouvrant non seulement les versements faits dans le cadre des programmes étatiques, mais aussi les aides caritatives, les solidarités familiales, etc...

la police, les commerces, les édifices publics. C'est bien le capital qui est en face de lui, mais ce n'est pas le capital productif, qui par hypothèse continue de se reproduire par ailleurs. Cette hypothèque de la poursuite de la reproduction du rapport salarial parallèlement aux émeutes de ghetto se traduit, dans l'activité de crise, par son caractère auto-destructif, par le fait que les prolétaires ne cherchent pas la solidarité des autres prolétaires, par la revendication du particularisme.

De telles émeutes sont donc forcément sans lendemain. Elles se résorbent sur la base d'une combinaison de répression, forcément victorieuse pour les mêmes raisons d'isolement, et de restitution d'un certain niveau de *welfare*. On a ainsi vu de nombreux gouvernements renoncer, au moins momentanément, à supprimer des subventions aux produits de première nécessité, contribuant ainsi à approfondir les conditions d'une crise plus générale, affectant également le capital productif du secteur ouvert.

Lorsque, tout en restant périphérique, la crise s'élargit aussi au prolétariat salarié, la crise semble identique au modèle historique des soulèvements du prolétariat dans les périodes antérieures. Et cependant, il n'en va pas vraiment ainsi. Certes, la crise éclate parce que l'échange de la force de travail contre le capital est devenu impossible. Mais les facteurs de la crise sont en partie externes au rapport direct des deux classes entre elles, et cela a un effet déterminant sur l'activité de crise du prolétariat dans la mesure où cette extériorité est inscrite dans les modalités locales de la subordination du prolétariat au capital. Quelles sont ces modalités?

Au niveau du marché du travail, elles sont caractérisées par l'absence de conventions collectives, la faiblesse du *welfare*, et donc par l'extrême précarité et atomisation des prolétaires qui sont sur le marché du travail. Au niveau du procès de travail, elles sont caractérisées par une disciplinarisation de la vie de travail d'autant plus grande que l'accumulation du capital fixe est plus faible. Non seulement les conditions de travail sont extrêmement dures, mais le procès de travail est souvent techniquement très en retard par rapport aux normes prévalant dans le secteur oligopolistique. Et plus le travail vivant y est encore important, plus la disciplinarisation de la coopération y est stricte (par exemple: présence de la police dans les lieux de travail, conditions sub-esclavagistes...). Au niveau de la reproduction immédiate du prolétariat, elle est caractérisée par une grande pauvreté et une forte répression policière. Autrement dit, l'autoprésupposition du capital souffre d'un manque d'assurance qui dérive directement de sa position subordonnée dans le cycle mondial, et qui doit être compensée par une intervention renforcée de l'Etat contre le prolétariat.¹³

Lorsque la crise éclate, l'activité insurrectionnelle du prolétariat attaque autant le capital qui l'emploie que l'Etat en tant que représentant du cycle mondial dans le rapport entre les classes "nationales". C'est à ce niveau que l'on va retrouver la double présupposition de la crise dans l'activité de crise immédiate du prolétariat. Prenons l'exemple de la révolution iranienne (1978-79).

Le cas de l'Iran

La "révolution iranienne" est le meilleur exemple d'une crise périphérique et de sa résolution. Elle commence dès Janvier 77, par des incidents à l'université de Téhéran et la formation d'un mouvement libéral composé de professeurs, d'avocats et de politiciens cherchant à compenser le vide politique que le gouvernement du Shah a créé autour de lui (bi-partisme artificiel, remplacé ensuite par un monopartisme sans vie). Le mouvement libéral a pour mot d'ordre le retour à la constitution de 1906, qui mettait en place une structure de gouvernement démocratique et laïque. On note en particulier l'activité de la Sociétés des Marchands, Commerçants et Artisans, celle de l'Union des Forces du Front National, de Chapour Bakhtiar, celle du Mouvement de Libération de l'Iran (Mehdi Bazargan). Le Toudeh (parti communiste) sort de la clandestinité. Tous ces groupes ne sont pas religieux, au

¹³ Lorsque les Etats des pays industrialisés revendiquent pour ces travailleurs les droits de l'homme, ce n'est pas par sollicitude mais pour retirer aux capitaux du secteur concurrentiel cet avantage, auquel la démocratie et les droits de l'homme les contraindraient à renoncer. D'où l'importance du débat sur l'inclusion d'une clause sociale dans les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (successeur du GATT).

contraire. L'un des moyens d'agitation de tous ces groupes est d'organiser des réunions culturelo-politiques, que le gouvernement tolère jusqu'au 19 Novembre 77.

Ce jour-là, l'interdiction d'une telle réunion (organisée par l'Union des Ecrivains) entraîne des manifestations et des affrontements avec la police, à Téhéran. Un étudiant est tué, et il s'ensuit 17 jours de manifestations et de protestation. L'opposition libérale s'affirme donc, et reçoit un soutien au moins verbal de l'administration Carter, au nom des droits de l'homme. C'est à cette époque que le Shah se rend aux Etats-Unis, et obtient que ce soutien soit mis en veilleuse. Le Shah s'engage simultanément à geler le prix du pétrole et à acheter des centrales nucléaires.

Jusque-là, on a donc assisté à une première phase de l'effet du ralentissement de l'accumulation. Celui-ci a pour effet de réduire le niveau de vie des classes moyennes¹⁴ en raison de l'insuffisance de la rente pétrolière qui constitue la grande masse du budget de l'Etat. La revendication démocratique des classes moyennes représente la tentative d'une réforme de l'Etat dans un sens qui restaure leur niveau de vie, et cela passe par un développement plus autocentré. La réaction de l'Etat est alors de marchander un pouvoir de répression accru contre un renforcement de l'accrochage de l'économie iranienne au cycle mondial, représenté par le gouvernement américain.

La deuxième phase de la crise est constituée par une première forme d'entrée du prolétariat dans le mouvement et par son islamisation progressive. En Janvier 78, la police tire sur une manifestation à Qom. Les manifestants protestaient contre la publication d'un article injurieux pour Khoymeni. Il y a des morts. On entre alors dans le cycle des commémorations traditionnelles des martyrs, qui vont intervenir de quarante jours en quarante jours. La première a lieu les 18 et 19 Février, dans plusieurs villes. Dans leur principe même, ces commémorations expriment l'influence islamiste qui vient s'opposer au laïcisme de la première phase. Le prolétariat participe aux grandes manifestations qu'organise le clergé... et le déborde. Ainsi à Tabriz, la manifestation se transforme en une véritable insurrection, qui dure 36 heures et s'attaque aux banques, aux magasins, mais aussi aux cinémas. La police recule et l'armée intervient. Il y aura au moins 100 morts. Ce type de manifestation se renouvellera (sans émeutes) dans les mois qui suivent. On notera dans certaines d'entre elles des attaques contre les débits de boisson.

Cette deuxième phase est donc caractérisée par l'entrée en scène simultanée, et pas forcément coordonnée) du prolétariat et des islamistes. L'insurrection de Tabriz indique que le prolétariat intervient alors en dehors des lieux de production, soit que ces interventions soient le fait d'exclus (émeutes de ghetto?), soit que les conditions ne sont pas mûres pour l'entrée en scène du prolétariat productif proprement dit. Ce sera la caractéristique de la troisième phase. Dans la deuxième phase, l'opposition à l'Etat du Shah ne s'exprime plus, ou plus seulement, de façon démocratique, comme dans la première phase, parce que l'opposition vient cette fois de ceux (prolétaires et autres) qui sont déjà exclus de la participation aux bénéfices de la rente pétrolière. L'opposition à l'Etat, ici, c'est l'opposition à la dictature et à l'ordre policier qui maintient sous sa chappe la misère de l'exclusion et de la surexploitation dans la précarité.

Que cette opposition passe par des formes islamiques n'est pas l'effet d'une quelconque rouerie des mollahs, ni même de l'absence d'autres formes organisationnelles que la mosquée. Après tout, le prolétariat, et toute autre classe prise dans une phase de crise, se donne l'organisation *ad hoc* en fonction de sa lutte. Et c'est bien ce qu'est l'islamisation du mouvement en Iran à cette époque: à savoir la mise en forme d'un mouvement social pour lequel la crise est apportée de l'extérieur. Pour la masse de ce que le nouveau régime appellera bientôt "les déshérités", la crise ne provient pas de ce qu'elle refuse l'exploitation, ou un degré supplémentaire d'exploitation. Elle provient de ce que, pour imparfaite qu'elle ait été jusque-là, la prise en charge de l'exclusion et de la précarité par l'Etat est en régression, et "compensée" par une aggravation de la répression pure et simple. Le vocabulaire et l'encadrement religieux de la révolte expriment alors l'absence de responsabilité dans la crise pour cette fraction du prolétariat qui suit le clergé *et le pousse* au-delà de ce qu'il voudrait souvent - ce dont Khoymeni, obscur imam au début de la crise, profitera pour s'imposer au fil des mois.

¹⁴ Leur point de vue est bien représenté par Rouzbeh Sabouri: *Les Révolutions Iraniennes, Histoire et Sociologie*, L'Harmattan, Paris 1996, dont les informations qui précèdent sont extraites.

La troisième phase est caractérisée par la deuxième entrée en scène du prolétariat. Au cours de l'été 78 se développe une vague de grèves qui ira jusqu'à la paralysie complète de la production à partir de l'automne. L'entrée en scène du prolétariat productif ne met pas fin à l'islamisation. Celui-ci s'adapte partiellement, mais surtout subit la concurrence d'autres formes organisationnelles se développant autour du Toudeh et des Moudjahidin. En Juillet, une manifestation ouvrière est attaquée par la police à Mach'had. Il y a quarante morts. Lors de la première commémoration de deuil, d'importantes manifestations ont lieu dans la plupart des grandes villes. A Ispahan, les heurts durent deux jours. Le 4 septembre est cette année le jour de la fête du Fitr (fin du Ramadan). Le pouvoir autorise les manifestations, qui seront importantes, mais qui se prolongent dans les jours suivants, contrairement aux engagements pris par les organisateurs de la manifestation du 4. Ainsi, le 7 septembre a lieu à Téhéran la plus grande manifestation (500.000 personnes) de l'histoire de l'Iran, où l'on entend pour la première fois la revendication de la république islamique. Le 8, de nouvelles manifestations commencent alors que les gens ne savent pas encore que la loi martiale a été décidée. L'armée tire et des affrontements ont lieu dans le sud de la ville. C'est le vendredi noir. Le 9, 700 ouvriers de la raffinerie de Téhéran se mettent en grève, contre la loi martiale et pour des augmentations de salaire. Peu à peu, la grève s'étend à tout le secteur du pétrole, qui sera totalement paralysé le 16 Octobre. Les autres secteurs entrent simultanément dans la grève.

Le mélange des thèmes nationalistes et plus classiquement ouvriers se retrouve de façon typique dans les revendications des ouvriers du pétrole. En voici les 11 points¹⁵:

1. "Fin de la loi martiale
2. Solidarité complète et coopération avec les enseignants en grève
3. Libération inconditionnelle des prisonniers politiques
4. Iranisation de l'industrie pétrolière
5. Utilisation du Farsi dans toutes les communications
6. Renvoi de tous les travailleurs étrangers
7. Fin de la discrimination contre les femmes employées et travailleuses
8. Application de la loi récemment votée par les deux chambres concernant le logement de tous les travailleurs et employés.
9. Soutien des revendications des travailleurs de la production, notamment la dissolution de la SAVAK [police secrète].
10. Punition des ministres et hauts fonctionnaires corrompus.
11. Réduction de la durée des équipes sur les plateformes offshore."

Ces revendications ont été formulées par le Comité de grève avant que les comités de grève ne se convertissent en *shuras* et soient islamisés. Aucun thème islamiste n'y apparaît en tant que tel, mais les points 5 à 7 constituent la base qui fera que cette islamisation sera finalement mise en œuvre, et alors contre les intérêts des travailleurs, tels qu'ils sont en particulier exprimés - et de façon "ouvrière classique" - dans les autres revendications. A une autre époque, les revendications "anti-étrangers" des ouvriers du pétrole auraient débouché sur le thème du socialisme national. Mais justement, il est représentatif des crises de l'époque actuelle qu'elles soient la base d'une pratique prolétarienne qui se moule dans le vocabulaire et les pratiques religieuses pour les adapter à une situation qui ne va comporter aucun développement économique autocentré ou porté par l'accrochage au cycle mondial.

Certes, ce moule religieux n'exclut pas des pratiques de crise plus classiquement ouvrières. Mais ces pratiques sont alors marquées par les conditions spécifiques de l'accumulation dans les zones à secteur ouvert prédominant. Ainsi a-t-on vu en Iran se former des comités de grèves, qui se sont ensuite convertis en *shuras*, sorte de conseils ouvriers qui ont souvent pris en charge les entreprises abandonnés par leurs propriétaires. Ces expériences sont caractéristiques non seulement en ce qu'elles reflètent l'importance du travail vivant dans les usines iraniennes, mais aussi en ce qu'elles ne se sont pas sorties des usines pour se fédérer et proposer un modèle de lutte plus efficace contre le capital. Il n'y a pas eu de conseils ouvriers locaux, comme dans la révolution soviétique, avec sa double

¹⁵ cités par Assef Bayat: *Workers and Revolution in Iran*, Zed Books, Londres 1987, p. 80-81. Cet ouvrage est l'un des plus complets sur la question iranienne.

structure de conseils d'usines et de soviets de ville ou de région. Ce rôle fédérateur a été pris par les islamistes, y compris ouvriers, qui ont peu à peu pris le contrôle des conseils d'entreprise. Sur la base de son exploitation et de sa position dans la société iranienne, le mouvement ouvrier "classique" local ne pouvait pas proposer de modèle de sortie de crise, parce que le rapport capital/travail local n'était pas le lieu exclusif de formation de la crise.

Conclusion

Les crises de la période actuelle sont par définition circonscrites aux formations sociales où prédomine le secteur ouvert. L'éclatement d'une crise dans une des métropoles du capital (Europe, Japon, Etats-Unis...?) signalera la fin de cette période. D'ici là, les crises qui éclateront garderont les caractéristiques liées à leur double présupposition. C'est une tautologie que de dire que l'activité du prolétariat dans ces crises périphériques est limitée par le fait que le capital continue de se reproduire par ailleurs. Cependant, ce n'est pas seulement de façon externe que le prolétariat du secteur ouvert bute sur une limite l'empêchant de faire la révolution. Nous avons essayé de montrer comment cette limite s'exprime de façon interne dans l'activité de crise du prolétariat du secteur ouvert, sur la base des modalités de la subordination propres à ces formations sociales.

Cela signifie que les crises périphériques ne peuvent pas servir de modèle pour comprendre les conditions du passage à la révolution. Cela ne provient pas d'un archaïsme local lié au sous-développement économique. D'une part, nous avons vu que des crises périphériques (émeutes de ghetto) peuvent éclater au coeur de formations sociales développées. Les émeutes de Los Angeles (Avril 92) en sont un exemple. D'autre part et surtout, ce qu'on appelle le sous-développement économique du tiers monde ne constitue nullement un *retard* que l'évolution à venir du MPC serait appeler à combler en préalable à la possibilité du communisme. Toute notre analyse de la période actuelle montre au contraire que ce sous-développement est une façon parfaitement moderne pour ces zones de participer au processus mondial unitaire de l'accumulation du capital. Dire que les crises périphériques ne sont pas porteuses du communisme, c'est donc dire que les zones qu'elles affectent ne sont pas porteuse de la dynamique centrale de l'accumulation du capital, et que cela se traduit de façon interne dans les crises qui y éclatent. Incidemment, c'est aussi expliquer la faiblesse des développements de la théorie communiste au cours de la période actuelle. Car la production théorique s'ancre par essence dans l'activité de crise du prolétariat propre à chaque période. Et de ce point de vue notre propre activité est confrontée à la difficulté spécifique d'être issue de la phase des crises de la fin de la période précédente, et d'avoir à parler de la crise qui vient sans pouvoir s'appuyer sur les crises actuelles pour y trouver son ancrage vivifiant.

Au terme de cette esquisse, on parvient donc à la notion que le capital est entré dans la phase où il a épuisé sa dynamique historique. Faut-il appeler "restructuration" la production de la structure sociale spécifique de cette période? Oui, au sens où les difficultés terminales de l'accumulation se traduisent positivement dans des formes sociales spécifiques et nouvelles. Non, au sens où le capital n'invente rien qui lui permette de dépasser les limites sur lesquelles il bute depuis le début de la période actuelle. Ces limites, il les repousse, mais il ne les intègre pas comme principe d'une nouvelle forme d'exploitation du travail, comme base de la solution des problèmes qui ont signalé le début de la période actuelle. Que cette période dure 20 ou 50 ans ne change rien à l'affaire. Certes, cela ne signifie pas qu'il ne s'est rien passé depuis 25 ans. Mais l'évolution sociale de cette période a consisté à approfondir, à réaliser la donnée de base qui est sa définition à l'origine: le capital bute de façon terminale sur la limite du travail vivant, et ce en raison des modalités de l'extraction de la plus-value qui caractérisent la période.